

## **COMMUNIQUÉ de PRESSE**

### **L'Onu demande une enquête approfondie sur les violences policières**

Michelle Bachelet, haut-commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme, a réclamé fermement à la France, hier, une « enquête approfondie » sur les violences policières perpétrées lors des manifestations des « gilets jaunes ».

Dans ses propos, elle précise que les manifestant-es se sentent exclus des bénéfices du développement et privés de droits économiques dans des États prospères, comme la France. Elle dénonce lourdement la répression violente que subissent les manifestant-es en France, au Soudan, au Zimbabwe et en Haïti.

Piqués au vif et vexés d'être montré du doigt avec ces pays, le ministre de l'Intérieur et le porte-parole du gouvernement ont réagi de façon irresponsable et honteuse.

Sans remettre en cause la politique de maintien de l'ordre, violente et inacceptable pour un pays démocratique, l'utilisation d'armes mutilantes lors des manifestations, le gouvernement français le justifie et confirme sa politique d'atteintes aux libertés fondamentales. Il encourage et légitime les ordres donnés afin d'infliger des blessures qui portent atteinte à l'intégrité physique des manifestant-es.

Fin février, la Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe avait déjà demandé à la France de « suspendre l'usage » du lanceur de balles de défense.

Ces interventions s'ajoutent aux multiples actions de différentes organisations associatives, politiques et syndicales dont la CGT pour mettre fin aux dérives violentes et autoritaristes du gouvernement français et de son Président qui ne souhaitent pas répondre positivement aux urgences sociales.

La CGT dénonce encore une fois le projet de loi dit « anti-casseurs », tout comme elle dénonce les arrestations abusives lors des manifestations, les gazages, les blessures infligées aux manifestant-es valides ou invalides ; ainsi que les humiliations faites aux jeunes.

La CGT se battra avec ses alliés, afin que les droits d'expression collectifs et individuels soient respectés, renforcés. Elle luttera afin que l'intégrité physique, psychologique des manifestant-es soient préservés.

La CGT ne renoncera jamais à œuvrer pour transformer la société vers plus de justice sociale et plus de droits pour les femmes et les hommes, au travail et dans la vie !

Montreuil, le 7 mars 2019